

LES COMMERCE S TOUJOURS FERMÉS À TRAVERS TOUTE LA WILAYA

Calme précaire à Béjaïa, heurts à Sidi-Aïch et Akbou

Les commerces sont restés fermés hier pour la deuxième journée consécutive à travers l'ensemble des principaux centres urbains de la wilaya où de violents affrontements ont éclaté entre de jeunes manifestants et la police lundi en fin de matinée au chef-lieu de wilaya et dans certaines localités à l'instar de Sidi-Aïch et Tazmalt.

Hier, un calme précaire était observé au niveau du chef-lieu qui a été secoué la veille par de violents heurts qui se sont poursuivis tard dans la nuit entre des manifestants et les forces de l'ordre. De nombreux magasins privés et des édifices publics ont été saccagés et pillés par des manifestants. C'est le cas du showroom Condor, le dépôt de la SNTA et l'agence de la banque française BNP Paribas notamment dans la ville de Béjaïa.

Le nouveau siège de la Direction de l'éducation de la wilaya de Béjaïa n'a pas échappé à la furie des jeunes insurgés. Un bus de transport de voyageurs de l'ETUB a été complètement incendié par les insurgés. Un camion des éléments de la brigade anti-émeutes a été également incendié

par les manifestants qui ont détruit, sur leur passage, tous les abribus se trouvant dans les quartiers Ihaddaden, Nacéria, Aamriw, Dawadji et Remla.

Des centaines de cartouches de cigarettes et des dizaines d'articles ont été volés au dépôt de la SNTA et du côté du showroom de l'entreprise Condor. Les forces de l'ordre sont intervenues à temps pour procéder à l'arrestation de certains des auteurs de ces actes de pillages. La police a réussi à récupérer les articles volés avant de les acheminer vers les locaux du commissariat central de Béjaïa.

Une centaine de jeunes émeutiers âgés de 18 à 25 ans ont été arrêtés, rapporte une source sécuritaire. Notre source déplore, par ailleurs, une vingtaine de blessés



Scènes de violences à Béjaïa.

dans les rangs de la police et parmi les manifestants. Au niveau de la commune de Tazmalt, des émeutiers ont saccagé et incendié le siège de la Sonelgaz ainsi qu'un magasin de téléphonie mobile Oreedoo, géré par un privé local. Des échauffourées ont éclaté éga-

lement à Sidi-Aïch où des manifestants ont arrosé de pierres et d'autres projectiles le commissariat de la ville. La police a fait usage de tirs de grenades lacrymogènes pour disperser la foule en furie qui dénonçait, selon une source locale, une distribution de

logements LPA en construction dans la localité. Les heurts ont repris hier en milieu de journée dans cette ville de Sidi-Aïch où, après avoir dressé des barricades sur la RN 26 traversant la localité, une foule de jeunes manifestants a arrosé, à coups de jets de pierres, le commissariat de la ville.

La ville d'Akbou, qui est restée calme le lundi, a renoué dans l'après-midi d'hier avec les scènes de violence. Après avoir tenté de saccager le siège de la Sonelgaz, des jeunes manifestants ont pris pour cible l'agence des impôts locale qu'ils ont détruite et incendiée. Les jeunes insurgés se sont ensuite dirigés vers le tribunal de la ville pour y déverser leur furie.

Les forces de l'ordre déployées pour protéger le tribunal ont riposté avec des grenades pour repousser les insurgés.

En fin d'après-midi, les affrontements entre la police et les jeunes manifestants se poursuivaient avec une forte intensité.

A. Kersani

Les appels au calme se multiplient

Hier, les images de désolation des scènes de saccages de la veille étaient encore visibles dans les locaux de la Direction de l'éducation de Béjaïa, de l'opérateur de téléphonie Djezzy et de l'agence BNP Paribas.

Ces scènes de violence ont suscité une vive indignation dans les rangs de la société civile béjaouie. Le slogan «Non à la violence» a été largement partagé sur le réseau social Facebook par des milliers d'internautes qui ont unanimement condamné ces actes de violence et de saccages.

Nabil Ferguenis, syndicaliste au Snapap, s'est demandé sur sa page facebook «à qui profite le chaos». Le syndicaliste du Snapap note que «les émeutiers, qui ont mis le feu au premier étage de la DE et saccagé le 1^{er} étage et volé beaucoup de matériels, ne sont que des délinquants et des voyous».

La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH) a, dans un communiqué, appelé les habitants de Béjaïa à la «vigilance» et au «calme». Dans son document, l'organisation de défense des droits de l'Homme réaffirme que «seul un cadre pacifique serait en mesure de faire aboutir des revendications citoyennes, toutes légitimes».

La Laddh, bureau de Béjaïa, a également lancé un appel en direction des représentants de la société civile, des acteurs du mouvement associatif, des syndicats, des collectifs d'étudiants et de la presse à une réunion urgente pour hier en fin d'après-midi au siège du CDDH pour «voir comment agir au sujet de la grève et des dérapages».

«Aujourd'hui, la société est face à une réalité amère et dangereuse», souligne Saïd Salhi, vice-président de la Laddh, tout en identifiant les émeutiers, auteurs des actes de pillages et de saccages, comme étant «des jeunes

mal encadrés, non structurés et dépolitisés». Plaidant pour le respect des droits des associations et des organisations de la société civile qui peuvent, juge-t-il, faire un travail de «sensibilisation et de médiation dans une pareille situation», le militant des droits de l'Homme de Béjaïa estime que «les pouvoirs publics doivent méditer et réfléchir longuement sur leur attitude et rapport avec la société civile». M^e Iken Sofiane,

militant des droits de l'Homme à Akbou, abonde dans le même sens, estimant que le gouvernement «se doit de se réunir urgemment en vue d'étudier la situation qui risque de déraiper dangereusement, discuter avec la société civile et apporter des solutions». Tout en soulignant «la légitimité des revendications mises en avant», l'avocat d'Akbou et militant des droits de l'Homme affirme que «la protestation ne doit pas dépasser le cadre pacifique», avant de lancer un appel à «la vigilance des citoyens». De son côté, le P/APW de Béjaïa, Ali Rabhi, intervenant sur les ondes de la radio locale, a

énergiquement condamné les actes de saccages et de pillages ayant émaillé la grève des commerçants.

S'appuyant sur un sondage effectué en discutant avec des émeutiers, le président de l'institution élue de wilaya a déclaré que «les auteurs de ces actes ne savaient même pas pourquoi ils s'en prenaient à des édifices publics et privés». «En détruisant des édifices publics qui seront reconstruits avec l'argent du contribuable, c'est se tirer une balle dans les pieds», estime un autre militant associatif de Béjaïa. «Aujourd'hui, au lieu de faire le

recensement des projets construits dans une région déjà fortement marginalisée par le pouvoir et qui se trouve à la traîne du développement économique dans le pays, nous en sommes arrivés à constater amèrement le saccage et la destruction des quelques rares réalisations que possède la région», se désole Mohand F., un militant associatif de Béjaïa.

Nombre de citoyens pensent que l'heure est désormais à la méditation et à l'action en vue de faire barrage «aux desseins malveillants» de ceux qui veulent déstabiliser la région.

A. K.

AÏN BENIAN, BAÏNEM...

Lendemain d'«émeutes» à l'ouest d'Alger

Plusieurs quartiers à Alger ont renoué avec les violences. Si les augmentations des produits de consommation de base sont avancées comme étant la cause, les «manifestants», eux, ne brandissent aucun slogan, ni revendication.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Plusieurs incidents violents ont éclaté depuis lundi dernier à l'ouest d'Alger. Dans la même journée, la ville de Aïn Benian a été secouée, à deux reprises, par des émeutes. Vers la mi-journée, des jeunes protestataires ont bloqué la route nationale reliant leur localité à Staouéli, à l'entrée ouest de la ville, avec des pneus incendiés et abandonnés sur place. Les mêmes scènes se sont produites en début de soirée dans l'une des routes principales de la ville. Cette fois-ci, c'est à proximité de la salle omnisports Hassen-Moutchou que des pneus ont été incendiés.

Selon les témoignages des riverains et dans les deux cas, cette poignée de jeunes s'est éclipse à l'arrivée de la police.

Des jeunes «en colère» mais sans aucun slogan, ni revendication.

Plus loin dans la commune de Hammamet, la cité du 18-Février, au lieu-dit Belvédère, a vécu un scénario similaire. Selon des témoins, les événements ont commencé vers 20h 30 lorsque des jeunes ont fermé la route nationale, unique voie qui relie la région à Alger, avec des sacs-poubelles et des pneus en flammes.

Sur les lieux, un abribus, dont les vitres ont éclaté en mille morceaux, et un poteau d'éclairage public entièrement arraché et tordu git sur le trottoir, témoignent de la brutalité des émeutes de la veille. Un quart d'heure plus tard, les unités antiémeutes étaient sur les lieux. Pour disperser les

émeutiers et ouvrir la route à la circulation, les policiers ont dû user de la force. «Ils ont tiré sur les jeunes avec des balles en caoutchouc», s'indigne Sofiane, un jeune du quartier. D'ailleurs, poursuit-il, «l'une des balles a brisé le pare-brise de mon véhicule, garé à proximité des lieux de l'émeute».

Selon lui, ces jeunes protestataires sont sortis dénoncer l'augmentation des prix des produits de large consommation. «Les prix des produits alimentaires ne cessent d'augmenter. Où va-t-on comme ça ?», ajoute-t-il pour justifier les actes des jeunes émeutiers de son quartier.

Des augmentations des prix des produits de consommation de base qui, néanmoins, ne justifient pas tout ce vandalisme et cette détérioration des abribus, poteaux d'éclairage, bancs et autres. A la moindre occasion, les protestataires se donnent le «droit» de casser et saccager les biens publics.

L'intervention des policiers a été apparemment musclée puisque plusieurs jeunes affirment avoir été «agressés». «Je rentrais de la pêche quand les policiers m'ont frappé avec leurs matraques pour m'atteindre à la main avant que je ne prenne la fuite.

Regardez ma main, elle est toute enflée et bleue», témoigne Amir, la vingtaine. Selon lui, même son ami, âgé de 18 ans, a été gratuitement violenté. «Il rentrait du cybercafé du quartier. Les policiers lui ont tiré dessus et l'ont atteint au bras», dit-il.

Hier encore, les traces des émeutes étaient encore visibles sur les lieux. Ce n'est que vers midi et demi, qu'un camion-citerne de l'établissement public de wilaya d'Alger de nettoyage des déchets, Extranet, est passé à la cité du 18-Février de Hammamet pour laver le bitume et enlever toute trace des événements de la veille.

Ry. N.